

AVIS A MANIFESTATION D'INTERET

REPUBLIQUE DU NIGER

Ministère des Finances

Agence de Régulation du Secteur de la Microfinance (ARSM)

AVIS A MANIFESTATION D'INTERET

L'Agence de Régulation du Secteur de la Microfinance (ARSM) exerce, pour le compte du Ministre chargé des Finances, la tutelle des SFD telle qu'elle découle des prérogatives fixées par les textes qui régissent le secteur.

L'Agence s'est dotée d'un plan stratégique pour la période 2021-2023 et un Plan d'Assainissement et de Consolidation du Secteur qui prévoient dans le cadre de l'assainissement du secteur de la microfinance, de réaliser des audits des SFD en difficultés, et le cas échéant d'élaborer des plans des plans de redressement pour lesdits SFD.

A cet effet, l'ARSM compte lancer une consultation pour la sélection d'un ou plusieurs cabinets comptables en vue de procéder au diagnostic de 15 SFD classés en 3 lots en fonction de leur situation géographique.

L'objet du présent avis à manifestation d'intérêt est de sélectionner un cabinet chargé d'établir un diagnostic précis de la situation financière, de la gouvernance et des perspectives à moyen terme des institutions cibles et de leur position stratégique, social et économique pour permettre aux différentes parties concernées, notamment les organes respectifs de ces SFD et les Autorités de supervision de formuler des stratégies et ou de prendre des décisions sur le traitement à réserver aux SFD.

Le cas échéant, le consultant élabore des plans de redressement des SFD jugés viables.

Les ressources nécessaires sont estimées à 60 jours calendaires, y compris la livraison du rapport final.

Le consultant sera choisi par la méthode de sélection fondée sur la qualité et le coût (SFQC) conformément aux procédures qui seront décrites dans la Demande de Proposition.

Tout candidat intéressé par le présent avis, peut disposer gratuitement, du format papier du dossier de candidature auprès du *Secrétariat de l'Agence de Régulation du Secteur de la Microfinance*, BP : 458 Niamey Niger, Tél : 20 35 04 92/93, Fax : 20 35 04 89 Email : arasm@intnet.ne du 25 au 31 août 2021 à partir de 10h00 ou le télécharger sur le site Web du Ministère des Finances : www.finance.gouv.ne

Les lettres de manifestation d'intérêt rédigées en français et accompagnées des documents indiqués au dossier de présélection doivent être déposées sous plis fermé à l'adresse suivante : *Secrétariat de l'Agence de Régulation du Secteur de la Microfinance*, BP : 458 Niamey Niger, Tél : 20 35 04 92/93, Fax : 20 35 04 89 ou transmise par courrier électronique à l'adresse Email : arasm@intnet.ne au plus tard le 07 septembre 2021 à 10h00.

La liste de candidats présélectionnés sera communiquée au plus tard vingt-cinq (25) jours calendaires après la date limite de remise des candidatures.

Des renseignements complémentaires pourront être obtenus les jours ouvrables de 11h00 à 12h00 auprès de la Responsable Administrative et Financière de l'Agence de Régulation du Secteur de la Microfinance, BP : 458 Niamey Niger, Tél : 20 35 04 92/93, Fax : 20 35 04 89 ou transmise par courrier électronique à l'adresse Email : arasm@intnet.ne.

Le Secrétaire Exécutif de l'ARSM

REPUBLIQUE DU NIGER

DOSSIER DE PRESELECTION POUR

la sélection d'un prestataire de service pour établir
un diagnostic précis de la situation financière de
quinze (15) SFD en difficulté.

PIECE N°2 DU D.P

FINANCEMENT : Subvention Etat du Niger

LETTRE DE MANIFESTATION D'INTERET

(Nom du Candidat)

(Lieu et date)

Objet : Manifestation d'intérêt pour établir un diagnostic précis de la situation financière de quinze (15) SFD en difficulté.

A

Monsieur le *Secrétaire Exécutif de l'ARSM*

Monsieur le *Secrétaire Exécutif de l'ARSM*,

Après avoir examiné le dossier de Présélection dont nous accusons réception, nous vous soumettons notre candidature à la présélection pour la réalisation d'une étude sur l'analyse et l'évaluation du système de contrôle interne des SFD au Niger.

Notre dossier de candidature comprend :

- 1)
- 2)
- 3)
- 4)
- 5)
- 6)
- 7)

Veuillez agréer, Monsieur le *Secrétaire Exécutif de l'ARSM*, l'assurance de notre considération distinguée.

(*Signature et cachet*)

REPUBLIQUE DU NIGER

DOSSIER DE PRESELECTION POUR

**la sélection d'un prestataire de service pour la réalisation
d'un diagnostic de quinze (15) SFD en difficulté.**

PIECE N°3 DU D.P

FINANCEMENT : Subvention Etat du Niger

NOTE RELATIVE A L'AVIS A MANIFESTATION D'INTERET

CHAPITRE I : GENERALITES

Article premier : Objet de l'Avis de manifestation d'intérêt

Le présent Avis à manifestation d'intérêt a pour objet la présélection, conformément aux dispositions de l'article 60 du Code des marchés publics et des délégations de service public au Niger, de candidats devant soumettre des demandes de proposition pour établir un diagnostic précis de la situation financière, de la gouvernance et des perspectives à moyen terme des institutions cibles et de leur position stratégique, social et économique pour permettre aux différentes parties concernées, notamment les organes respectifs de ces SFD et les Autorités (éventuellement les partenaires techniques et financiers) de formuler des stratégies et ou de prendre des décisions sur l'avenir de ces SFD.

Article 2 : Profil et qualifications requises

Le consultant devra répondre aux exigences suivantes :

- un cabinet de conseils nigérien, ou un groupement de cabinets
- avoir dans son équipe un expert en microfinance et un expert en audit et analyse financière
- disposer d'au moins cinq (05) années d'expériences dans le secteur de la microfinance ;
- avoir une bonne connaissance du secteur de la microfinance au Niger et dans l'UMOA
- justifier d'une expérience avérée en évaluation de SFD ;
- avoir conduit des missions similaires est un atout.

Article 3 : Répartition des SFD par zone d'intervention et lots

Les SFD sont classés dans les trois lots ci-après, selon le lieu de leur siège :

Tableau 1 : Lot n°1, 2 ,3 des SFD à diagnostiquer

	Lot n°1		Lot n° 2		Lot n°3
--	----------------	--	-----------------	--	----------------

1	ARZIKIN MATA	Dosso	1	TODI AYOULI	Makolondi	1	CECA N'GOR	Goudoumaria
2	MUTEC ASUSUN KEITA	KEITA	2	MEC LIBORE	Liboré	2	MEC KARHI	Kornaka
3	SO DA YARDA	Tahoua	3	BON BATU	Tillabéry	3	NIYYA	Zinder
4	DAOURE	Tahoua	4	LINGUE	Téra	4	MSP SOLIDARITE	Niamey
5	MEC EMISKINI	Agadez	5	HASKE DE TOUKOUNOUS	Flingué	5	KAANI	Niamey

Les candidats pourront soumissionner à un, deux ou les trois lots.

Article 4 : Frais de soumission

Le Candidat supportera tous les frais afférents à la préparation et à la présentation de sa candidature et l'ARSM ne sera en aucun cas responsable de ces coûts ni tenu de les rembourser, quelle que soit l'issue de la présélection.

CHAPITRE II : DOSSIER DE PRESELECTION

Article 5 : Contenu du dossier de présélection

Le dossier de présélection comprend les documents énumérés ci-après en tenant compte de tout additif publié conformément aux dispositions de l'article 7 ci-dessous :

- Avis à manifestation d'intérêt ;
- Lettre de manifestation d'intérêt ;
- Note relative à l'avis à manifestation d'intérêt ;
- Renseignements sur les expériences des consultants ;
- Déclaration d'intégrité, d'éligibilité et d'engagement environnemental et social.

L'ARSM se réserve le droit de vérifier, par n'importe quel moyen, les informations données par le candidat.

Article 6 : Demande d'éclaircissements apportés au dossier de présélection

Tout Candidat désirant obtenir des éclaircissements sur le dossier de présélection peut en faire la demande à l'ARSM par lettre, courrier électronique (E-mail) ou télécopie. L'ARSM répondra à toute demande d'éclaircissement reçue au moins cinq (5) jours avant la date limite de remise des candidatures. Dans le même temps, une copie de la réponse de l'ARSM sera adressée à tous les candidats qui ont retiré le dossier de présélection, indiquant la question posée mais sans mentionner son auteur.

Article 7 : Modifications au dossier de présélection

Jusqu'à cinq (5) jours avant la date limite de remise des candidatures, l'ARSM peut, pour des raisons motivées, soit de sa propre initiative, soit en réponse à une demande d'éclaircissement d'un candidat, modifier le dossier de présélection au moyen d'un additif.

Tout additif est publié par écrit sous la forme d'un addendum. Les addendas sont communiqués par écrit, à tous les candidats qui ont retiré le dossier et ont force obligatoire pour eux. L'ARSM doit, en cas de changement des données, reporter la date limite de remise des candidatures de cinq (5) jours calendaires au minimum.

CHAPITRE III : PREPARATION DES DOSSIERS DE CANDIDATURE

Article 8 : Composition du dossier de candidature

Le dossier présenté par le soumissionnaire comprendra les documents ci-après :

- a) la lettre de manifestation d'intérêt dûment remplie et signée ;
- b) le document attestant l'existence juridique du Candidat (Attestation d'inscription au RCCM ou équivalent ou statut pour les cabinets ou attestation d'inscription à un ordre pour les professions assujetties) ;
- c) la liste nominative des experts (personnel clé) mentionnant leurs qualifications académiques et leurs expériences. La présélection du candidat sur la base de la liste du personnel clé proposé ne fait pas obstacle à la modification de cette liste à l'étape de la demande de proposition ;
- d) la liste des prestations similaires réalisées par le Candidat (le cabinet) pendant les dix dernières années accompagné des attestations de bonne fin ou des copies des contrats lorsque les missions sont en cours d'exécution ;
- e) la Déclaration d'intégrité, d'éligibilité et d'engagement environnemental et social dûment remplie et signée

☞ L'absence de l'un des documents ci-dessus indiqués entraîne le rejet de la candidature.

Article 9 : Langue de la candidature

Toute candidature et tout document concernant le dossier de présélection, échangés entre le candidat et l'ARSM seront rédigés en français.

Tout document imprimé fourni par le candidat peut être rédigé en une autre langue, dès lors qu'il sera accompagné d'une traduction en langue française. Dans ce cas et aux fins de l'interprétation de la soumission, la traduction française fera foi.

☞ L'absence de traduction entraîne le rejet de la candidature.

CHAPITRE IV : REMISE DES DOSSIERS DE CANDIDATURE

Article 10 : Date et heure limites de remise des dossiers de candidature

Les candidatures rédigées en français et accompagnées des documents indiqués au dossier de présélection doivent être déposées sous plis fermé à l'adresse suivante : *Secrétariat de l'Agence de Régulation du Secteur de la Microfinance, BP : 458 Niamey Niger,*

Article 11 : Candidatures hors délai

Toute candidature reçue par l'ARSM après la date et l'heure limites précisées à l'article 10 ci-dessus pourra être rejetée.

L'ARSM se réserve toutefois le droit d'accepter un dossier de candidature reçu après la date limite fixée pour le dépôt des candidatures et avant la publication des résultats de la présélection.

CHAPITRE V : EXAMEN ET EVALUATION DES CANDIDATURES

Article 12 : Examen des candidatures

L'auxiliaire de justice assermenté constatera, pour le compte de l'ARSM, le nombre de candidatures reçues ainsi que le contenu de chaque dossier en présence des représentants des candidats qui souhaitent y assister.

Les représentants des candidats présents signeront une liste de présence qui sera jointe au procès-verbal d'examen des dossiers.

Lors de l'examen des candidatures, l'auxiliaire de justice assermenté annoncera les noms des candidats et le contenu de chaque dossier.

Aucune candidature ne sera rejetée à ce stade, à l'exception des candidatures reçues hors délai.

Il est établi un procès-verbal d'examen des candidatures qui comporte notamment les informations communiquées aux candidats présents. Ce procès-verbal sera signé par tous les membres présents de la commission d'examen des candidatures ; tout procès-verbal non signé par l'auxiliaire de justice assermenté ne sera pas valable.

Article 13 : Evaluation des candidatures

Dans un premier temps, l'ARSM éliminera les dossiers ne présentant pas tous les documents requis à l'article 8 ci-dessus.

Dans un second temps, elle éliminera les dossiers des candidats ne répondant pas aux critères de qualification définis à l'article 2 ci-dessus.

Dans un troisième temps, l'ARSM retiendra sur la liste restreinte tous les candidats répondant aux critères de qualification définis à l'article 2 ci-dessus.

Enfin, l'ARSM classera les candidats retenus à la troisième étape et retiendra les candidats présentant les meilleures qualifications pour l'exécution de la mission.

Article 14 : Notification des candidatures retenues

Au plus tard vingt-cinq (25) jours calendaires après la date limite de remise des candidatures, l'ARSM notifiera par écrit aux candidats présélectionnés, que leurs candidatures ont été retenues sur la liste restreinte.

Il informera dans le même temps les autres candidats du motif de rejet de leurs candidatures.

Article 15 : Recours des candidats

Les griefs formulés par les candidats sur le dossier de présélection ou au cours de la procédure de présélection des candidatures font l'objet d'un recours préalable auprès de l'ARSM.

En l'absence de réponse ou en cas de suite non favorable dans les délais prescrits par le code des marchés publics et des délégations de service public, ils sont adressés au Comité de Règlement des Différends de l'Agence de Régulation des Marchés Publics.

Tout recours déclaré recevable par le Comité de Règlement des Différends entraîne la suspension de la procédure de présélection des candidatures.

REPUBLIQUE DU NIGER

DOSSIER DE PRESELECTION POUR

la sélection d'un prestataire de service pour établir
un diagnostic précis de la situation financière de
quinze (15) SFD en difficulté.

PIECE N° 4 DU D.P

FINANCEMENT : Subvention Etat du Niger

RENSEIGNEMENTS SUR LES EXPERIENCES DES CONSULTANTS

PIECE N° 4 DU D.P:
RENSEIGNEMENTS SUR LES EXPERIENCES DES CONSULTANTS

Liste du personnel spécialisé (personnel clé) / **Qualifications et expérience du personnel clé dont la participation est envisagée pour l'exécution de la mission. (Utiliser le modèle ci-après).**

Poste	Nom et Prénoms	Profil	Nationalité	Années d'expérience (en général)	Années d'expérience en [indiquer l'objet spécifique de la mission]	Années d'expérience en [indiquer autre expérience pertinente pour l'accomplissement de la mission]	Connaissance du français (Parfaite-Bonne-élémentaire)

Nom du Responsable du Cabinet
(Signature et cachet

PIECE N° 4 DU D.P:
RENSEIGNEMENTS SUR LES EXPERIENCES DES CONSULTANTS

Liste des prestations similaires réalisées

Expérience du cabinet pour l'exécution de la mission (missions de nature et de volume similaires à la présente mission réalisées au cours des [indiquer nombre] dernières années.

Nom du Cabinet :	
Objet social:	
Capital social :	
Siège social (ville, pays) :	
Adresse :	
Nom du client :	Valeur approximative du contrat (en dollar des USA, en Euros ou en Franc CFA :
Adresse :	
Durée de la mission (mois) :	
Date de démarrage (mois/année) :	
Date d'achèvement (mois/année) :	
Description de la mission :	
Nombre total d'employés/mois ayant participé à la mission :	

(Signature et cachet)

Nom du Responsable du Cabinet

REPUBLIQUE DU NIGER

DOSSIER DE PRESELECTION POUR

la sélection d'un prestataire de service pour établir
un diagnostic précis de la situation financière de
quinze (15) SFD en difficulté.

PIECE N° 5 DU D.P

FINANCEMENT : Subvention Etat du Niger

DECLARATION D'INTEGRITE, D'ELIGIBILITE ET D'ENGAGEMENT ENVIRONNEMENTAL ET SOCIAL

Déclaration d'intégrité, d'éligibilité et d'engagement environnemental et social

Intitulé de l'appel d'offre : _____ (le "**Marché**")

A : _____ (le "**Maître d'Ouvrage**")

1. Nous reconnaissons et acceptons que l'AFD ne finance les projets du Maître d'Ouvrage qu'à ses propres conditions qui sont déterminées par la Convention de Financement qui la lie directement ou indirectement au Maître d'Ouvrage. En conséquence, il ne peut exister de lien de droit entre l'AFD et notre entreprise, notre groupement, nos fournisseurs, entrepreneurs, consultants et sous-traitants. Le Maître d'Ouvrage conserve la responsabilité exclusive de la préparation et de la mise en œuvre du processus de passation des marchés et de leur exécution. Selon qu'il s'agit de marchés de travaux, de fournitures, d'équipements, de prestations intellectuelles (consultants) ou d'autres prestations de services, le Maître d'Ouvrage peut également être dénommé Client ou Acheteur.
2. Nous attestons que nous ne sommes pas, et qu'aucun des membres de notre groupement, ni de nos fournisseurs, entrepreneurs, consultants et sous-traitants, n'est dans l'un des cas suivants :
 - 2.1 Être en état ou avoir fait l'objet d'une procédure de faillite, de liquidation, de règlement judiciaire, de sauvegarde, de cessation d'activité, ou être dans toute situation analogue résultant d'une procédure de même nature ;
 - 2.2 Avoir fait l'objet :
 - a. D'une condamnation prononcée depuis moins de cinq ans par un jugement ayant force de chose jugée dans le pays de réalisation du Marché, pour fraude, corruption ou tout délit commis dans le cadre de la passation ou de l'exécution d'un marché (dans l'hypothèse d'une telle condamnation, nous disposons de la possibilité de joindre à la présente Déclaration d'Intégrité les informations complémentaires qui permettraient de considérer que cette condamnation n'est pas pertinente dans le cadre du Marché) ;
 - b. D'une sanction administrative prononcée depuis moins de cinq ans par l'Union Européenne ou par les autorités compétentes du pays dans lequel nous sommes établis, pour fraude, corruption ou tout délit commis dans le cadre de la passation ou de l'exécution d'un marché (dans l'hypothèse d'une telle sanction, nous pouvons joindre à la présente Déclaration d'Intégrité les informations complémentaires qui permettraient de considérer que cette sanction n'est pas pertinente dans le cadre du Marché) ;
 - c. D'une condamnation prononcée depuis moins de cinq ans par un jugement ayant force de chose jugée, pour fraude, corruption ou pour tout délit commis dans le cadre de la passation ou de l'exécution d'un marché financé par l'AFD ;
 - 2.3 Figurer sur les listes de sanctions financières adoptées par les Nations Unies, l'Union Européenne et/ou la France, notamment au titre de la lutte contre le financement du terrorisme et contre les atteintes à la paix et à la sécurité internationales ;
 - 2.4 Avoir fait l'objet d'une résiliation prononcée à nos torts exclusifs au cours des

cinq dernières années du fait d'un manquement grave ou persistant à nos obligations contractuelles lors de l'exécution d'un marché antérieur, sous réserve que cette sanction n'ait pas fait l'objet d'une contestation de notre part en cours ou ayant donné lieu à une décision de justice infirmant la résiliation à nos torts exclusifs ;

2.5 N'avoir pas rempli nos obligations relatives au paiement de nos impôts selon les dispositions légales du pays où nous sommes établis ou celles du pays du Maître d'Ouvrage ;

2.6 Être sous le coup d'une décision d'exclusion prononcée par l'AFD et figurer à ce titre sur la liste publiée à l'adresse électronique <http://www.worldbank.org/debarr> (dans l'hypothèse d'une telle décision d'exclusion, nous pouvons joindre à la présente Déclaration d'Intégrité les informations complémentaires qui permettraient de considérer que cette décision d'exclusion n'est pas pertinente dans le cadre du Marché) ;

2.7 Avoir produit de faux documents ou s'être rendu coupable de fausse(s) déclaration(s) en fournissant les renseignements exigés par le Maître d'Ouvrage dans le cadre du présent processus de passation et d'attribution du Marché.

3. Nous attestons que nous ne sommes pas, et qu'aucun des membres de notre groupement ni de nos fournisseurs, entrepreneurs, consultants et sous-traitants, n'est dans l'une des situations de conflit d'intérêt suivantes :

3.1) Actionnaire contrôlant le Maître d'Ouvrage ou filiale contrôlée par le Maître d'Ouvrage, à moins que le conflit en découlant ait été porté à la connaissance de l'AFD et résolu à sa satisfaction.

3.2) Avoir des relations d'affaires ou familiales avec un membre des services du Maître d'Ouvrage impliqué dans le processus de passation du Marché ou la supervision du Marché en résultant, à moins que le conflit en découlant ait été porté à la connaissance de l'AFD et résolu à sa satisfaction ;

3.3) Contrôler ou être contrôlé par un autre soumissionnaire ou consultant, être placé sous le contrôle de la même entreprise qu'un autre soumissionnaire ou consultant, recevoir d'un autre soumissionnaire ou consultant ou attribuer à un autre soumissionnaire ou consultant directement ou indirectement des subventions, avoir le même représentant légal qu'un autre soumissionnaire ou consultant, entretenir directement ou indirectement des contacts avec un autre soumissionnaire ou consultant nous permettant d'avoir et de donner accès aux informations contenues dans nos offres ou propositions respectives, de les influencer, ou d'influencer les décisions du Maître d'Ouvrage ;

3.4) Être engagé pour une mission de prestations intellectuelles qui, par sa nature, risque de s'avérer incompatible avec nos missions pour le compte du Maître d'Ouvrage ;

3.5) Dans le cas d'une procédure ayant pour objet la passation d'un marché de travaux, fournitures ou équipements :

i. Avoir préparé nous-mêmes ou avoir été associés à un consultant qui a préparé des spécifications, plans, calculs et autres documents utilisés dans le cadre de la procédure de passation du Marché ;

- ii. Être nous-mêmes, ou l'une des firmes auxquelles nous sommes affiliées, recrutés, ou devant l'être, par le Maître d'Ouvrage pour effectuer la supervision ou le contrôle des travaux dans le cadre du Marché.
- 4. Si nous sommes un établissement public ou une entreprise publique, pour participer à une procédure de mise en concurrence, nous certifions que nous jouissons d'une autonomie juridique et financière et que nous sommes gérés selon les règles du droit commercial.
- 5. Nous nous engageons à communiquer sans délai au Maître d'Ouvrage, qui en informera l'AFD, tout changement de situation au regard des points 2 à 4 qui précèdent.
- 6. Dans le cadre de la passation et de l'exécution du Marché :
 - 6.1) Nous n'avons pas commis et nous ne commettrons pas de manœuvre déloyale (action ou omission) destinée à tromper délibérément autrui, à lui dissimuler intentionnellement des éléments, à surprendre ou vicier son consentement ou à lui faire contourner des obligations légales ou réglementaires et/ou violer ses règles internes afin d'obtenir un bénéfice illégitime.
 - 6.2) Nous n'avons pas commis et nous ne commettrons pas de manœuvre déloyale (action ou omission) contraire à nos obligations légales ou réglementaires et/ou nos règles internes afin d'obtenir un bénéfice illégitime.
 - 6.3) Nous n'avons pas promis, offert ou accordé et nous ne promettrons, offrirons ou accorderons pas, directement ou indirectement, à (i) toute Personne détenant un mandat législatif, exécutif, administratif ou judiciaire au sein de l'Etat du Maître d'Ouvrage, qu'elle ait été nommée ou élue, à titre permanent ou non, qu'elle soit rémunérée ou non et quel que soit son niveau hiérarchique, (ii) toute autre Personne qui exerce une fonction publique, y compris pour un organisme public ou une entreprise publique, ou qui fournit un service public, ou (iii) toute autre Personne définie comme agent public dans l'Etat du Maître d'Ouvrage, un avantage indu de toute nature, pour lui-même ou pour une autre personne ou entité, afin qu'il accomplisse ou s'abstienne d'accomplir un acte dans l'exercice de ses fonctions officielles.
 - 6.4) Nous n'avons pas promis, offert ou accordé et nous ne promettrons, offrirons ou accorderons pas, directement ou indirectement, à toute Personne qui dirige une entité du secteur privé ou travaille pour une telle entité, en quelque qualité que se soit, un avantage indu de toute nature, pour elle-même ou pour une autre Personne ou entité, afin qu'elle accomplisse ou s'abstienne d'accomplir un acte en violation de ses obligations légales, contractuelles ou professionnelles.
 - 6.5) Nous n'avons pas commis et nous ne commettrons pas d'acte susceptible d'influencer le processus de passation du Marché au détriment du Maître d'Ouvrage et, notamment, aucune pratique anticoncurrentielle ayant pour objet ou pour effet d'empêcher, de restreindre ou de fausser le jeu de la concurrence, notamment en tendant à limiter l'accès au Marché ou le libre exercice de la concurrence par d'autres entreprises.
 - 6.6) Nous-mêmes, ou l'un des membres de notre groupement, ou l'un des sous-traitants n'allons pas acquérir ou fournir de matériel et n'allons pas intervenir dans des secteurs sous embargo des Nations Unies, de l'Union Européenne ou de la France.

6.7) Nous nous engageons à respecter et à faire respecter par l'ensemble de nos sous-traitants les normes environnementales et sociales reconnues par la communauté internationale parmi lesquelles figurent les conventions fondamentales de l'Organisation Internationale du travail (OIT) et les conventions internationales pour la protection de l'environnement, en cohérence avec les lois et règlements applicables au pays de réalisation du Marché. En outre, nous nous engageons à mettre en œuvre les mesures d'atténuation des risques environnementaux et sociaux lorsqu'elles sont indiquées dans le plan de gestion environnementale et sociale fourni par le Maître d'Ouvrage.

7. Nous-mêmes, les membres de notre groupement, nos fournisseurs, entrepreneurs, consultants et sous-traitants, autorisons l'AFD à examiner les documents et pièces comptables relatifs à la passation et à l'exécution du Marché et à les soumettre pour vérification à des auditeurs désignés par l'AFD.

Nom : _____ En tant que : _____

Dûment habilité à signer pour et au nom de¹ _____

Signature : _____

¹ En cas de groupement, inscrire le nom du groupement. La personne signant l'offre, la proposition ou la candidature au nom du soumissionnaire ou du consultant joindra à celle-ci le pouvoir confié par le soumissionnaire ou le consultant.